



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

SA AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS
97438 SAINTE MARIE
Tél 02 62 48 80 00
Fax : 02 62 48 80 46

C.C.A.P (commun aux trois lots)

**Travaux de réhabilitation des bureaux des niveaux 3 et 4 aérogare
Passagers**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
**Marché à procédure adaptée passé en application de l'article R-2123 du code de la commande
publique**

SOMMAIRE

CHAPITRE 0	PREAMBULE.....	7
CHAPITRE 1	GENERALITES	8
ARTICLE 1	CHAMP D'APPLICATION	8
ARTICLE 2	OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	10
2.1	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	10
2.2	MODALITES DE COMPUTATION DES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
2.3	REPRESENTATION DE L'ENTITE ADJUDICATRICE	10
2.4	TITULAIRE	10
2.5	CO-TRAITANCE.....	10
2.6	SOUS-TRAITANCE.....	10
2.7	BONS DE COMMANDE	11
2.8	ORDRE DE SERVICE	11
2.9	CONVOCATIONS DU TITULAIRE - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	11
ARTICLE 3	PIECES CONTRACTUELLES	11
3.1	ORDRE DE PRIORITE.....	11
3.2	PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE - CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	12
ARTICLE 4	CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE & DE SURETE	12
4.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	12
4.2	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
4.3	MESURES DE SECURITE ET DE SURETE.....	17
ARTICLE 5	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	21
ARTICLE 6	MESURES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES.....	22
ARTICLE 7	GARANTIE RELATIVE A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	22
ARTICLE 8	RESPONSABILITE ET ASSURANCES	22
CHAPITRE 2	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	24
ARTICLE 9	CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	24
9.1	CONTENU DES PRIX	24
9.2	FORME DES PRIX	25
9.3	DECOMPOSITION OU SOUS-DETAIL SUPPLEMENTAIRE	25
ARTICLE 10	REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS.....	25

10.1	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	25
10.2	PRIX DES TRAVAUX.....	26
10.3	APPROVISIONNEMENTS.....	26
10.4	VARIATION DES PRIX.....	26
10.5	REMUNERATION EN CAS DE TRANCHES OPTIONNELLES.....	27
10.6	REMUNERATION EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES.....	27
10.7	REMUNERATION DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT.....	27
ARTICLE 11	CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES.....	27
ARTICLE 12	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	27
12.1	DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLES.....	27
ARTICLE 13	DELAÏ DE PAIEMENT.....	29
13.1	DELAÏ DE PAIEMENT.....	29
13.2	INTERETS MORATOIRES.....	29
ARTICLE 14	RÈGLEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES ...	30
ARTICLE 15	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	30
ARTICLE 16	DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	30
ARTICLE 17	CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE.....	30
ARTICLE 18	PERTES ET AVARIES.....	30
CHAPITRE 3 DELAIS.....		31
ARTICLE 19	FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS.....	31
19.1	DELAIS D'EXECUTION.....	31
19.2	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	31
19.3	PROLONGATION OU REPORT DES DELAIS EN MATIERE DE TRANCHES OPTIONNELLES.....	31
19.4	PROLONGATION DANS LE CADRE D'UN ORDRE DE REQUISITION.....	31
ARTICLE 20	PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	31
20.1	PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION – PRIME D'AVANCE.....	31
20.2	COMPTABILISATION DES SAMEDIS, DIMANCHES ET JOURS FERIÉS OU CHOMES.....	34
20.3	PLAFONNEMENT / EXONERATION.....	34
20.4	RETENUES PROVISOIRES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS CONFORMES A L'EXECUTION.....	34
20.5	CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES.....	34
CHAPITRE 4 REALISATION DES OUVRAGES.....		35
ARTICLE 21	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	35

ARTICLE 22	LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATERIAUX	35
ARTICLE 23	QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS - APPLICATION DES NORMES	35
23.1	APPLICATION DES NORMES	35
23.2	NORMES FRANÇAISES NON ISSUES DE NORMES EUROPEENNES	35
23.3	MATERIAUX, PRODUITS OU COMPOSANTS DE QUALITE DIFFERENTE DE CELLE FIXEE PAR LE MARCHE	35
23.4	SUPPORT DE DONNEES ET AUTRES FOURNITURES NECESSAIRES AU BON FONCTIONNEMENT DES MATERIELS	35
ARTICLE 24	VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET EPREUVES	35
ARTICLE 25	VERIFICATION QUANTITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS- ESSAIS ET EPREUVES	36
ARTICLE 26	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHE	36
ARTICLE 27	PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES	36
ARTICLE 28	PREPARATION DES TRAVAUX	36
28.1	PERIODE DE PREPARATION	36
28.2	PROGRAMME D'EXECUTION - CALENDRIER D'EXECUTION	36
28.3	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	36
28.4	GESTION DE LA QUALITE	36
28.5	REGISTRE DE CHANTIER	36
ARTICLE 29	ETUDES D'EXECUTION	36
29.1	DOCUMENTS FOURNIS PAR LE TITULAIRE	36
29.2	DOCUMENTS FOURNIS PAR LE MAITRE D'ŒUVRE	37
ARTICLE 30	MODIFICATIONS APPORTEES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES	37
ARTICLE 31	INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	37
31.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER	37
31.2	LIEUX DE DEPOT DES DEBLAIS EN EXCEDENT	37
31.3	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	37
31.4	SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	37
31.5	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	37
31.6	SIGNALISATION DES CHANTIERS A L'EGARD DE LA CIRCULATION PUBLIQUE	37
31.7	MAINTIEN DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉCOULEMENT DES EAUX	37
31.8	SUJETIONS SPECIALES POUR LES TRAVAUX EXECUTES A PROXIMITE DE LIEUX HABITES, FREQUENTES OU PROTEGES	37
31.9	SUJETIONS SPECIALES POUR LES TRAVAUX EXECUTES A PROXIMITE D'OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	38
31.10	DEMOLITION DE CONSTRUCTIONS	38
31.11	EMPLOI DES EXPLOSIFS	38
31.12	CAS DES TRAVAUX ALLOTIS	38
ARTICLE 32	ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE	38
ARTICLE 33	MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER	38

ARTICLE 34	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	38
ARTICLE 35	DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION	38
ARTICLE 36	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	38
ARTICLE 37	ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI	38
ARTICLE 38	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	38
ARTICLE 39	VICES DE CONSTRUCTION	39
ARTICLE 40	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	39

CHAPITRE 5	RECEPTION ET GARANTIES	40
-------------------	-------------------------------	-----------

ARTICLE 41	RECEPTION	40
ARTICLE 42	RECEPTIONS PARTIELLES	40
ARTICLE 43	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	40
ARTICLE 44	GARANTIES CONTRACTUELLES	40

CHAPITRE 6	RESILIATION DU MARCHÉ - INTERRUPTION DES TRAVAUX	41
-------------------	---	-----------

ARTICLE 45	PRINCIPES GENERAUX	41
ARTICLE 46	CAS DE RESILIATION DU MARCHÉ	41
46.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ	41
46.2	RESILIATION DU FAIT DU REPRESENTANT DE L'ENTITE ADJUDICATRICE OU DE SON MANDATAIRE	41
46.3	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	41
46.4	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	41
ARTICLE 47	OPERATIONS DE LIQUIDATION	42
47.1	MODALITES D'EXECUTION	42
47.2	DECOMPTE DE LIQUIDATION	42
ARTICLE 48	MESURES COERCITIVES	42
ARTICLE 49	AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX	42

CHAPITRE 7	DIFFERENDS ET LITIGES	43
-------------------	------------------------------	-----------

ARTICLE 50	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	43
50.1	MEMOIRE EN RECLAMATION	43
50.2	REGLEMENT DES DIFFERENDS	43
50.3	PROCEDURE CONTENTIEUSE	43
50.4	INTERVENTION D'UN COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE	43
50.5	RECOURS A LA CONCILIATION OU A L'ARBITRAGE	43
50.6	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES CONJOINTS	43

CHAPITRE 8	CLAUSES SUPPLEMENTAIRES	44
ARTICLE 51	CLAUSE SOCIALE	44
ARTICLE 52	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	44
52.1	CAUTIONNEMENT	44
52.2	AVANCE	44
52.3	AVANCES SUR MATERIELS	45
ARTICLE 53	DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	45
ARTICLE 54	POLITIQUE QUALITE – EVALUATION DES PRESTATIONS	45
ARTICLE 55	DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)	46
ARTICLE 56	EXECUTION DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES	46
ARTICLE 57	RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITE ET DE NEUTRALITE	47
CHAPITRE 9	RECAPITULATIF DES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	48
ARTICLE 58	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	48

CHAPITRE 0 PREAMBULE

Le CCAG TRAVAUX, approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 est pleinement applicable au présent marché.

Le présent document :

- Complète ou modifie le CCAG TRAVAUX des articles 1 à 50, en correspondance avec le CCAG TRAVAUX dont il suit la structure point par point ; pour chaque article ou sous numérotation d'article, il précise si les dispositions du CCAG TRAVAUX :
 - o Sont les seules applicables,
 - o Sont applicables, avec ajout de précisions relatives aux dispositions spécifiques au présent marché et décrites au présent document,
 - o Font l'objet d'une dérogation et d'un remplacement par les dispositions prévues au présent document.
- Le chapitre 8 traite de points hors champ du CCAG TRAVAUX.
- Le chapitre 9 récapitule la liste des dérogations et compléments au CCAG TRAVAUX.



CHAPITRE 1 GENERALITES

Article 1 CHAMP D' APPLICATION

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales Travaux (CCAG TRAVAUX) s'appliquent et sont complétées comme suit :

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché

Réhabilitation des bureaux du niveaux 4 à l'aérogare Passagers

Le détail des prestations prévues au marché est précisé au CCTP.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché est alloté en trois lots :

- Lot 1 : Tout Corps d'Etat
- Lot 2 : Electricité
- Lot 3 : Plomberie Sanitaire

Définitions

1.1.1 Le « maître de l'ouvrage » est l'entité adjudicatrice pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

1.1.2 Maître d'ouvrage de l'opération :

S.A. Aéroport de la Réunion Roland Garros
74, Avenue Roland Garros - Aérogare Passager - 97 438 Sainte Marie
Service Bâtiments - Tél : 0262 48 80 00 - Fax : 0262 48 80 46
E-mail : marches@reunion.aeroport.fr

1.1.3 Maître d'ouvrage de l'opération :

S.A. Aéroport de la Réunion Roland Garros
74, Avenue Roland Garros - Aérogare Passager - 97 438 Sainte Marie
Service Bâtiments - Tél : 0262 48 80 00 - Fax : 0262 48 80 46
E-mail : marches@reunion.aeroport.fr

1.1.4 Maîtrise d'œuvre :

La Maîtrise d'œuvre sera effectuée par le Service Bâtiments et Infrastructure de la SA ARRG.

1.1.5 Contrôleur technique :

En cours de consultation



1.1.6 Coordonnateur SPS :
En cours de consultation

1.1.7 Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le représentant de l'entité adjudicatrice. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

1.1.8 La notification est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification

1.1.9 L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

1.1.10 La réception est l'acte par lequel l'entité adjudicatrice déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Cet acte est le point de départ des délais de garantie dans les conditions fixées au chapitre V du présent CCAP.

1.1.11 Variantes :

- Pas de variante

1.1.12 Modification du marché :

- Prestations complémentaires : Prestations réalisées dans le cadre d'éventuelles modifications du marché pour la réalisation de prestations supplémentaires dès lorsqu'elles seraient nécessaires à l'achèvement de la mission. Les conditions d'application de ces évolutions sont décrites à l'article R.2194 du code de la commande publique
- Travaux non prévus : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'entité adjudicatrice. Cet avenant ou décision de poursuivre ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

1.1.13 Prestations similaires

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de recourir à des prestations similaires dans le cadre des marchés similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.



Article 2 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

2.1 Forme des notifications et informations

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

2.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

2.3 Représentation de l'entité adjudicatrice

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

2.4 Titulaire

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

2.5 Co-traitance

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit :

2.5.1 Groupement conjoint

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de l'entité adjudicatrice jusqu'à la date, définie à l'article 44, à laquelle ces obligations prennent fin.

2.5.2 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit palier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant de l'entité adjudicatrice et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

2.6 Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG TRAVAUX.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou



nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG TRAVAUX, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.



Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions et l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 47.3 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2.7 Bons de commande

Sans objet dans le cadre du présent marché.

2.8 Ordre de Service

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

2.9 Convocations du titulaire - Rendez-vous de chantier

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 3 PIÈCES CONTRACTUELLES

3.1 Ordre de priorité

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les pièces constitutives du marché sont les suivantes.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre ci-après :

– Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE), un par lot,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont seul l'exemplaire original en possession du Service Marchés de la SA ARRG fait foi, commun à l'ensemble des lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (un par



lot), dont seul l'exemplaire original en possession du Service Marchés de la SA ARRГ fait foi.

- Le Cadre de Décomposition du prix Global et Forfaitaire (CDPGF), un par lot,
- Le cadre de réponse technique du titulaire, un par lot,
- Les plans et planning

Commenté [MD1]: Voir Samuel Lebeau

Commenté [SL2R1]: Ok



- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du présent marché,

– **Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG TRAVAUX), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix
- Les normes en vigueur.

La liste des pièces générales ci-dessus n'est pas limitative.

3.2 Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 4 CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE & DE SURETE

Commenté [MD3]: Loic Picard

Commenté [SL4R3]: Pas nécessaire

4.1 Obligation de confidentialité

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

4.2 Protection des données à caractère personnel

Il est rappelé que la réglementation applicable en matière de protection de données à caractère personnel est notamment issue du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit "Règlement Général sur la Protection des Données"(RGPD)) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire du contrat, en sa qualité de sous-traitant au sens du Règlement précité, est autorisé à traiter pour le compte de la SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRG), agissant en tant que responsable de traitement au sens du Règlement précité, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) faisant l'objet du présent contrat conformément aux seules instructions de la SA ARRG décrites au présent article. Le titulaire du contrat s'engage à informer immédiatement la SA ARRG s'il constate une non-conformité à la réglementation susvisée.

Il est rappelé qu'il est interdit au titulaire du contrat de traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité ou selon des modalités différentes de celles expressément autorisées par la SA ARRG.

Dans le présent chapitre, toute référence au "sous-traitant" vise la notion de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD.

4.2.1 Obligations du titulaire du contrat

Le titulaire du contrat s'engage aux obligations suivantes et se porte fort de leur respect par ses éventuels sous-traitants au sens du RGPD :



Le titulaire du contrat est notamment tenu de :

- (i) garantir la mise en œuvre de mesures techniques et opérationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel relatives au présent marché afin notamment d'empêcher :
 - toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées, que les données soient endommagées,
 - tout accès aux dites données qui ne serait pas préalablement et expressément autorisé par la SA ARRГ,
 - tout traitement non autorisé ou illégal,
 - la perte, la destruction ou tout dommage accidentel concernant lesdites données.
- (ii) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
 - Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (« Privacy by design ») et de protection des données par défaut (« privacy by default »)
- (iii) traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) déterminée(s) par la SA ARRГ dans le cadre de l'exécution de ce contrat et sur instructions de la SA ARRГ ;
- (iv) traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter le traitement aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires au regard de la finalité du traitement ;
- (v) mettre à la disposition de la SA ARRГ, sur demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations prévues au présent article, et coopérer activement avec la SA ARRГ afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché. Ces vérifications pourront être effectuées par la SA ARRГ avec ses moyens propres ou par recours à un tiers. Toutes les informations révélées ou échangées dans le cadre de ces vérifications de même que leurs résultats, constitueront des informations confidentielles de la SA ARRГ ;
- (vi) le cas échéant, mettre à la disposition de la SA ARRГ son expertise et tous éléments nécessaires
 - pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données
 - pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.2 Sous-traitance (au sens du RGPD)

Le Titulaire du contrat n'est pas autorisé à faire appel à un sous-traitant au sens du RGPD, sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, de la SA ARRГ. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le Titulaire du contrat informe la SA ARRГ de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants, lui donnant ainsi la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Le Titulaire du contrat doit s'assurer que son sous-traitant agit en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il est lié par les mêmes obligations que celles définies aux présentes en termes de protection des données à caractère personnel ainsi qu'en



termes de confidentialité. Le sous-traitant est notamment tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de la SA ARRГ.

Le Titulaire du contrat demeure pleinement responsable de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

4.2.3 Transfert de données à caractère personnel hors UE

Le titulaire du contrat s'interdit de transférer les données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché vers un pays extérieur à l'Union Européenne, à moins que le pays concerné n'offre un niveau de protection équivalent et sous réserve de l'accord préalable et exprès de la SA ARRГ.

4.2.4 Mesures de sécurité

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement, etc.]

Le Titulaire du contrat devra avoir communiqué à la SA ARRГ, dès avant l'exécution du marché, tout document de politique interne (politique de protection des données à caractère personnel, PSSI...) formalisant l'organisation interne protégeant les données et les dispositifs permettant de détecter les violations de données.

4.2.5 Violation de données à caractère personnel

Le Titulaire du contrat s'engage à notifier à SA ARRГ toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais, au plus tard dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance notamment par envoi d'un mail à l'adresse : dpo@reunion.aeroport.fr. Lorsque la notification n'a pas lieu dans les 48 (quarante-huit) heures, le Titulaire du contrat devra indiquer, en complément de sa notification, les motifs de ce retard.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la SA ARRГ, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification du titulaire du contrat doit, au minimum :

- décrire la nature de la violation des données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- communiquer le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- décrire et mettre en place les mesures techniques de protection appropriées afin de faire cesser la violation de données à caractère personnel le cas échéant ;
- décrire les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- décrire les mesures prises ou qu'il propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles



conséquences négatives ;

- documenter toute violation de données à caractère personnel, en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le cas échéant, et sur accord écrit et préalable de la SA ARRG, le titulaire du contrat communiquera, au nom et pour le compte de la SA ARRG, la violation de données à caractère personnel à la ou les personne(s) concernée(s) dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation des données à caractère personnel ; la description des mesures prises ou qu'la SA ARRG, en sa qualité de responsable du traitement, propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

4.2.6 Délégué à la protection des données

Le titulaire du contrat doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Les coordonnées du délégué à la protection des données de la SA ARRG sont les suivantes :

Adresse postale :

Délégué à la Protection des Données (DPO)

SA Aéroport Réunion Roland Garros

74 avenue Roland Garros

97438 Sainte-Marie

Réunion

Adresse électronique : dpo@reunion.aeroport.fr

4.2.7 Droits des personnes concernées

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments lui permettant de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le cas échéant, le Titulaire du contrat qui recevrait une demande d'exercice des droits devra l'adresser, dès réception, à l'adresse électronique suivante : dpo@reunion.aeroport.fr

4.2.8 Registre des activités de traitement

Le titulaire du contrat déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la SA ARRG comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des



éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

- les catégories de traitements effectués pour le compte de la SA ARRГ ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ; des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ; des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.9 Sort des données à caractère personnel

A l'issue du marché, le titulaire du contrat s'engage à restituer ou à détruire les données à caractère personnel ainsi que leurs copies physiques et numériques ou à se conformer à toute autre instruction, sur simple demande de la SA ARRГ.

Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.10 Non-respect des dispositions En cas de non-respect par le titulaire du contrat des dispositions précédentes, les parties conviennent que le traitement de données à caractère personnel pourra être interrompu immédiatement sur simple demande de la SA ARRГ et que le marché pourra faire l'objet d'une résiliation pour faute.

4.2.11 Surcoûts

Le titulaire du contrat ne saurait faire valoir à l'égard de la SA ARRГ, un quelconque surcoût résultant des mesures de mise en conformité à ces instructions qui consistent en une application de la Loi.

4.2.12 Obligations de la SA ARRГ

La SA ARRГ agit en tant que Responsable de Traitement et est amené à collecter des données à caractère personnel pour l'exécution de ce contrat. Le détail des traitements des données à caractère personnel qui sont réalisés se trouve dans le tableau ci-dessous.

Conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de vos données, et du droit de définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès. Vous pouvez exercer vos droits en contactant notre délégué à la protection des données (DPO) par courriel à l'adresse électronique dpo@reunion.aeroport.fr ou à l'adresse postale SA Aéroport Réunion Roland Garros, 74 avenue Roland Garros, 97438 Sainte-Marie, Réunion.

À tout moment, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr). Pour toute question relative à la protection des données personnelles vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de l'aéroport ou consulter notre politique de protection des données publiée sur notre site internet www.reunion.aeroport.fr



Nom du traitement	Descriptif du traitement	Mentions d'information
Gestion des Titres de circulation en zone réservée.	<p>L'arrêté du 11 Septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'Aviation Civile fixe les principes réglementaires de sûreté pour le contrôle d'accès aéroportuaire. Dans ce cadre la SA ARRG est tenu de collecter les données ci-dessous en vue de la délivrance des titres d'accès.</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - photo d'identité, nom marital, nom de jeune fille, prénom, sexe, couleur des yeux, couleur des cheveux, taille, date et lieu de naissance, pays et département de naissance, nationalité, adresse, nom et prénom du père, nom de jeune fille et prénom de la mère, copie document d'identité (passeport, CNI, titre de séjour, autorisation provisoire de travail, carte de résident, carte de séjour), fonction, type de contrat, niveau d'habilitation (secteurs sûreté, secteurs fonctionnels) 	<p>Finalité du traitement : assurer la sécurité physique des biens et des personnes</p> <p>Base juridique : Intérêt légitime de la SA ARRG, obligation réglementaire.</p> <p>Destinataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Service Sûreté de la SA ARRG - services compétents de l'état : PAF, BGTA, DSAC <p>Durée de conservation : Délai de validité du badge.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG et dans le SI de la DGAC.</p>
Gestion administrative et financière du contrat	<p>La SA ARRG collecte les données ci-dessous dans le but d'assurer la gestion administrative et financière du contrat</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identité et coordonnées du/des contact(s) chez le sous-traitant 	<p>Finalité du traitement : assurer la gestion administrative et financière du contrat</p> <p>Base juridique : contrat</p> <p>Destinataires : services habilités de la SA ARRG</p> <p>Durée de conservation : Les données seront conservées le temps de la relation contractuelle.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG, aucun transfert ou partage de données n'est opéré.</p>

4.3 Mesures de sécurité et de sûreté

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit :

Obligations de l'entreprise :

L'entreprise est tenue de se conformer aux lois et règlements relatifs :

- à la police et l'exploitation de l'aéroport ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires, que les autorités compétentes y mettraient en vigueur ;
- aux établissements recevant du public (ERP)
- aux contrôles aux frontières et à la douane et aux mesures de sûreté par l'administration, et en particulier, dans le cadre de la lutte anti-terrorisme ;
- aux dépôts de matières dangereuses ;
- à la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- aux conditions d'exercice fixées pour le titulaire selon sa profession et d'une manière générale selon son activité ;
- à la protection de l'environnement et de l'urbanisme.

4.3.1 Contraintes / Obligations de sûreté

L'application des textes réglementaires en vigueur concernant les mesures de sûreté, ainsi que des procédures établies par l'Exploitant d'aéroport, s'imposent aux prestataires attributaires d'un marché ou d'un contrat.

Dès lors que les missions définies dans le marché amènent l'entité à intervenir dans la zone côté piste (ZCP), des contraintes de sûreté s'appliquent en matière de titre de circulation aéroportuaire (badge, pour les personnes)/laissez-passer (pour les véhicules), de respect des procédures de sûreté.

4.3.1.1 L'obtention des badges/laissez-passer

Afin de pouvoir accéder à la ZCP, toute personne ou véhicule doit disposer d'une autorisation d'accès valide.

Commenté [MD5]: Est ce nécessaire voir SL

Commenté [SL6R5]: On laisse, même si pas le cas.

L'entité, agissant en son nom, ayant activité sur l'aéroport ARRG devra disposer d'un Programme de Sûreté et d'Assurance Qualité, qui contiendra :

- l'organisation sûreté de son entité
 - o le nom du Responsable Sûreté,
 - o le nom des Correspondants Sûreté, susceptibles de signer les demandes de badge ou de laisser passer,
- le périmètre de mission de l'entité et de ses employés,
- la gestion des autorisations d'accès,
- la gestion des formations.

L'entité devra accomplir les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès. Le délai d'obtention des badges sur l'aéroport est de 2 mois en moyenne pour une première demande ou un renouvellement.

L'entité devra dans un délai de 5 jours calendaire à compter de la notification du marché, se rapprocher du service des badges de l'ARRG pour la marche à suivre afin de lancer la procédure de délivrance des badges permanents.

Le type de badge dépend des missions de l'entité et de l'autonomie nécessaire à la réalisation de ses tâches. Il existe deux types de badges/laissez-passer :

Badge permanent

- **rouge** : pouvant donner accès à des secteurs fonctionnels et des secteurs sûreté,
- **saumon** : pouvant donner accès uniquement à des secteurs fonctionnels.

Il permet un accès sans accompagnement. Il est délivré par l'Exploitant d'aéroport, après l'obtention de l'habilitation par les Services de l'Etat (PAF), sur présentation d'une attestation de suivi de la formation 11.2.6.2 (voir ci-après).

Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un badge à l'unité est de 35€ HT.

Ces badges sont valides pour la durée de l'activité sur la plateforme, et jusqu'à 3 ans maximum.

- **Badge accompagné (vert) :**

Il permet un accès accompagné à la ZCP. L'accompagnant, détenteur d'un badge permanent, doit garder sous sa surveillance constante la personne accompagnée. Il est responsable de la personne disposant d'un badge vert durant tout le séjour en ZCP. Une personne détentrice d'un badge permanent peut accompagner jusqu'à 5 personnes.

Ces demandes sont réalisées auprès des services compétents de l'Etat (PAF ou GTA) avec un délai de prévenance de 48H minimum.

Ce badge vert est valable pendant 24h, et peut être renouvelé pendant 5 jours consécutifs.

- **Laissez-passer véhicules (LPV) :**

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP. Ce laissez-passer, d'une validité de 3 ans, doit être affiché de façon permanente en haut à droite du pare-brise.

Cette demande est réalisée auprès du service des badges de l'Exploitant d'aéroport. Le coût de ce LPV à l'unité est de 35€ HT.

- **Laissez-passer véhicules (LPV) temporaire :**

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP pour une durée de 24H maximum. Ce laissez-passer doit être affiché sur le tableau de bord durant tout le temps de présence du véhicule en ZCP.

Cette demande est réalisée auprès de la GTA avec un délai de prévenance de 48H minimum.

4.3.1.2. Formation à la sûreté

L'entité devra également se rapprocher des organismes de formation certifiés afin d'inscrire ses agents à une session de formation à la sûreté aéroportuaire. Plusieurs existent autour de la plateforme ARRG (CAMAS FORMATION, DGF FORMATION, REUNION AIR SURETE, OSR SURETE).

4.3.1.2.1 Responsable/correspondant sûreté

Tout responsable sûreté/correspondant sûreté de l'entité doit suivre les formations sûreté 11.2.2 et 11.2.5 (Règlement UE 2015/1998) au préalable, pour pouvoir exercer ses fonctions.

Ces formations équivalent à 7h + 14h environ. Elles permettent d'acquérir les connaissances nécessaires au suivi des obligations sûreté qui incombent à l'entité et à ses employés intervenant sur la plateforme.

Cette formation, étant plus approfondie que la sensibilisation sûreté, permet de se substituer à la formation badge 11.2.6.2 pour l'obtention du badge.

Cette formation est valable pour 5 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

4.3.1.2.2 Détenteur d'un badge rouge

Toute personne effectuant une demande de badge permanent doit suivre la formation 11.2.6.2 (Règlement

UE 2015/1998) au préalable pour pouvoir se faire délivrer son badge et donc pouvoir accéder à la ZCP de l'aéroport.

Cette formation est d'une durée de 3h30. Elle permet d'acquérir les connaissances de base au travail en ZCP, et les obligations incombant aux détenteurs de badges permanents.

Cette formation est valable pour 3 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

4.3.1.3. Obligations des entreprises faisant les demandes de badges

L'entité s'assure que ses employés détenteurs d'un badge sont à jour de leur formation à la sûreté.

L'entité faisant la demande de badge/laissez-passer :

- déclare sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport les évolutions intervenues dans les activités des personnes agissant pour son compte lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un badge ou la modification des domaines accessibles ;
- informe, sans délai et par écrit, le titulaire du badge qui ne justifie plus d'une activité en ZCP, ou dont le titre est arrivé en fin de validité, de son obligation de restituer son badge ;
- organise un service de collecte des badges/laissez-passer périmés et les restitue sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- appose de façon apparente sur le véhicule le nom de l'entreprise et, le cas échéant, son logo ;
- tient à jour la liste des véhicules disposant d'un laissez-passer.

L'entité doit de même établir une liste des articles soumis à autorisation aux vues de l'Appendice 1A et effectuer une demande d'autorisation d'entrée d'outils métier, si cela s'avère nécessaire (EN-07-293 V3, document sera fourni par l'Exploitant d'aéroport).

4.3.1.4. Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer

Les personnes, détentrices d'un badge rouge, qui accèdent à la ZCP ont pour obligation de respecter les réglementations et procédures sûreté, sous peine de manquements et d'amendes.

4.3.1.4.1 Les obligations liées à l'utilisation de leur badge/laissez-passer :

Toutes les personnes détentrices d'un badge rouge doivent :

- Etre en possession d'une pièce d'identité lors de leur entrée en ZCP et durant tout leur séjour en ZCP ;
- Accéder à la ZCP uniquement par les accès autorisés (PIF et PARIF) ;
 - 4.3.1.4.1.1 Accéder uniquement aux secteurs sûreté et/ou fonctionnels qui leur ont été autorisés ET uniquement pour les besoins de leur activité professionnelle ;
- Porter leur badge/laissez-passer en permanence et de façon apparente ;
- S'assurer que le laissez-passer est apposé sur le véhicule pendant toute la durée de leur séjour en ZCP ;
- En aucun cas ne prêter leur badge à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- Accompanyer, en permanence en ZCP la personne détentrice d'un badge vert :
 - Le titulaire d'un badge vert ne se déplace en ZCP qu'avec l'accompagnant désigné par l'entité à l'origine de la demande de badge, et en possession du document d'accompagnement remis par les Services Compétents de l'Etat (PAF ou GTA) ;
- Signaler sans délai toute perte ou vol de badge/laissez-passer à leur supérieur hiérarchique ou au Service Badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- Retourner les badges/laissez-passer immédiatement après la fin de leur mission sur la plateforme à leur supérieur hiérarchique, au Service des badges de l'Exploitant d'aéroport ou aux Services Compétents de l'Etat.

4.3.1.4.2 Les obligations liées au respect des procédures de sûreté : Toutes les personnes accédant en ZCP doivent :

- Se soumettre aux procédures de contrôle d'accès, de surveillance, et d'inspection filtrage des personnes, des objets transportés, et des véhicules ;
→ *Il est important d'anticiper le fait qu'en fonction des matériels/marchandises/véhicules entrants, la durée nécessaire au contrôle peut être plus ou moins longue.*
- Ne pas entraver ni neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès à la ZCP ;
- Ne pas faciliter l'entrée de personnes dépourvues des autorisations nécessaires en ZCP ;
- Protéger leurs outils métier, qu'ils soient soumis à autorisation ou non. Ces outils doivent être sous leur constante surveillance OU être placés dans un local sécurisé où seules les personnes autorisées pourraient y avoir accès. Cette vigilance doit être accrue dans les secteurs où des passagers pourraient être présents.

4.3.1.4.3 Les manquements et amendes

4.3.1.4.3.1 Personne Physique

Amende d'un montant maximal de 750 € ou suspension du badge pour une durée maximale de 30 jours pour la personne physique (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Non-respect des textes réglementaires applicables ;

Refus de se soumettre au contrôle d'accès à la ZCP et/ou à l'inspection filtrage ;

Non-respect du port du badge/laissez-passer (absence de badge/laissez-passer...) ;

Non-respect de l'utilisation et de restitution du badge/laissez-passer (prêter son badge à un tiers, ne pas rendre son badge dans les délais impartis...) ;

Absence de protection des outils métiers après leur introduction en ZCP.

Amende d'un montant maximal de 150 € et suspension du badge rouge pour une durée de six jours (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Défaut de port apparent du badge/laissez-passer ;

Utilisation en dehors de leur zone de validité du badge ou du laissez-passer.

4.3.1.4.3.2 Personne Morale

Amende administrative d'un montant maximal de 7 500 €, en fonction de la nature et de la gravité des manquements et éventuellement des avantages qui en sont tirés ;

Amende d'un montant maximal de 1500 € en cas de défaut de présentation des documents exigibles par la réglementation. Ces plafonds sont doublés en cas de récidive.

4.3.2 Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Conformément à la réglementation européenne (Regulation (EU) No 139/2014) traitant de l'obligation de la mise en place d'un système de gestion de la sécurité par les exploitants d'aérodrome, les activités des tiers agissant pour le compte de la SA ARRГ sont soumises aux dispositions du SGS de la SA ARRГ.

La sécurité aéroportuaire est la sécurité relative à l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à la SA ARRГ (art. L.211-3 du code de l'aviation civile).

Le "système de gestion de la sécurité" aéroportuaire est un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés, visant à améliorer la sécurité aéroportuaire.

Les obligations sont les suivantes :

- l'entreprise intègre dans sa politique générale un volet relatif à la sécurité aéroportuaire reprenant les objectifs de la politique sécurité aéroportuaire établie par la SA ARRГ;

l'entreprise établit un plan de formation pour son personnel et réalise le suivi des qualifications et des compétences en matière de sécurité aéroportuaire (habilitations à la conduite sur l'aire de trafic et/ou l'aire de manœuvre, formation au système de gestion de la Sécurité aéroportuaire et toute qualification propre à l'activité sous traitée) ;

- L'entreprise peut être sollicitée dans le cadre de la démarche d'évaluation et d'atténuation des risques aéroportuaires portée par la SA ARRG pour garantir à ses activités côté piste un niveau optimal de sécurité ou en cas de modification d'exploitation. L'entreprise pourra, dans ce cas, être amenée à participer à des études de sécurité et sera tenue de mettre en œuvre les mesures d'atténuation de risques retenues ;
- L'entreprise et son personnel sont soumis à l'obligation de notifier à la SA ARRG les incidents relatifs à la sécurité aéroportuaire (annexe E de l'arrêté du 17 août 2007 fixant la liste d'événements et incidents d'aviation civile). L'entreprise se rapprochera de l'exploitant, notamment le responsable de l'exécution du marché. Il l'informerait des causes de cet incident et des actions curatives mises en œuvre ;
- L'entreprise est tenue de mettre en application les procédures d'exploitation ou de sécurité communiquées par la SA ARRG ;
- L'entreprise présentera dans son rapport d'activité mensuel un état : des événements notifiés, des procédures révisées, des actions mises en œuvre dans le domaine de la sécurité, des résultats des indicateurs de sécurité retenues.

Le suivi des dispositions est assuré par le responsable de l'exécution du marché en relation avec le responsable SGS de la SA ARRG. Ce suivi peut s'opérer lors des réunions de suivi de la prestation mais peut également être effectué de manière aléatoire par le responsable SGS. Enfin, l'exploitant se réserve le droit d'auditer l'activité sous traitée dans le cadre de son programme d'audit interne annuel.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

4.3.3 Circulation coté piste

Autorisation de circuler sur l'air de trafic (TRA)

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler sur l'air de trafic (TRA) avec un véhicule devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

Autorisation de circuler à pied côté piste.

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler à pied côté piste devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

Article 5 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les dispositions du CCAG TRAVAUX (Article 6) s'appliquent et sont complétées comme suit :

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : Pénalité de 100 € HT par manquement et par jour de retard constaté par la CSPS, le maître d'œuvre ou l'entité adjudicatrice.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail. Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 6 MESURES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES

Voir CCTP et annexes

Commenté [MD7]: VOIR SL

Commenté [SL8R7]: Chapitre DDD inséré dans chaque CCTP

Article 7 GARANTIE RELATIVE A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 8 RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Commenté [MD9]: FAIRE CONFIRMER PAR LE JURIDIQUE

8.1 Responsabilités

8.1.1 Assurance de responsabilité

Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel, ou aux biens de l'ARRG, aux tiers, y compris aux aéronefs, ainsi qu'à l'environnement, par le titulaire, ses sous- traitants, préposés, personnels, toute personne intervenant pour son compte ou tout matériel dont il a la propriété ou dont la garde lui est confiée du fait de l'exécution ou de l'inexécution du contrat ou d'une négligence ou d'un manquement dans l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire, lequel renonce à Recours contre l'ARRG et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ARRG.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'ARRG, du fait de l'exécution du marché (ou contrat), sont à la charge du gestionnaire, lequel renonce à Recours contre le Titulaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de ce dernier.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'ARRG, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'ARRG au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire relève, garantit et défend l'ARRG, et ses assureurs contre les sinistres et/ou les recours de tiers ayant leur origine dans le matériel en propriété ou dont la garde lui est confiée, les prestations, services et travaux qu'il fournit ou réalise, ou dans les agissements de ses préposés.

Le Titulaire et ses sous-traitants sont responsables du bon déroulement de l'ensemble des prestations de services

effectuées dans le respect des règles de l'art. Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur. En complément des dispositions ci-dessus, viennent s'appliquer les dispositions suivantes:

Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à Aéroport de de La Réunion :

Tous matériels dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par l'ARRG au Titulaire, resteront la propriété de l'ARRG pendant toute la durée du Contrat. Tous Dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du Contrat, seront de la seule responsabilité du Titulaire.

La responsabilité de l'ARRG ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par l'ARRG.

Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s).

Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par l'ARRG.

Assurances

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site aéroportuaire. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances.

Il appartient au Titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances.

En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité du Titulaire vis-à-vis de l'ARRG.

Assurance de responsabilité

Le présent article assurance fixe les conditions minimums de couverture, sous toute réserve des modifications ultérieures qui pourront y être apportées en raison de l'évolution des prestations objet du marché et du contexte ou l'identification de risques particuliers encourus dans le cadre du projet objet du marché.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurances de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

8.1.1.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire du marché doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

A- Capitaux minimum garanties en RC en cours ou après travaux

Entreprises :

- dommages corporels : 8 millions €
- Dommages matériels Tous dommages confondus : 3 millions €

B- Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro

Commenté [MD10]: Voir avec le juridique le montant.

de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE

la (ou les) polices d'assurance de responsabilité décennale couvrira(ont) les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 - 1792-1 et 1792-2, ainsi que 1792-4-1 du code civil pour les ouvrages suivants : travaux de bâtiment et de génie civil faisant partie des obligations contractuelles du titulaire, que ces travaux relèvent ou non de l'assurance construction obligatoire imposée par la loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

Ces assurances devront être contractées auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables.

Le titulaire s'engage à obtenir et à maintenir pour toute la durée du projet et de la responsabilité décennale, les garanties nécessaires et suffisantes pour assumer la totalité des risques liés à l'exécution des prestations objet du marché.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les attestations décennales devront en outre indiquer

le chantier concerné avec son adresse et le nom du Maître d'ouvrage

la Date d'Ouverture du Chantier (DOC)

les activités garanties par l'assurance décennale conformes aux travaux entrepris.

8.1.1.2 SINISTRES

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

CHAPITRE 2 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 9 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

9.1 Contenu des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG et en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant :
- le respect des règles de sûreté aéroportuaires,
- le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)
- des dépenses liées aux travaux de nuit définis au marché,
- des dépenses liées au respect des textes suivants :
 - Arrêté préfectoral sur l'exploitation de l'aéroport Roland Garros

– des mesures sanitaires liées à la Covid19.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

De même, le titulaire ne pourra réclamer de supplément de rémunération basé sur des contraintes de chantier ou des faits provenant d'une méconnaissance du site, qu'il aura dû préalablement visiter.

Les prix du marché sont réputés comprendre la marge du titulaire ou du mandataire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

9.2 Forme des prix

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application par application d'un prix global et forfaitaire.

Par le fait de soumissionner, chaque Entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au CCTP.

Le "prix global forfaitaire" comprendra implicitement tous les frais d'installation et d'organisation de chantier, y compris les panneaux de chantier, les frais de location de bennes, de transport des déchets, de coût de mise en décharge, de signalétique sur chantier, les frais consécutifs à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du chantier, y compris les dispositions spécifiques liées au Corona Virus, les frais d'études, d'assurances, les frais relatifs aux respects des arrêtés municipaux et législation en vigueur en termes de gestions du bruit et des vibrations, ainsi que tous les autres frais relatifs à l'exécution des travaux. Seront compris également toutes les taxes et impôts en vigueur à la date de la remise des offres. L'entrepreneur prendra connaissance et intégrera dans ses prix les conséquences issues de l'ensemble des documents Marché.

Toute journée d'arrêt de chantier imposé par le plan cyclone de l'aéroport sera considérée en journée intempérie. Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique Météo France Gillot Aéroport (altitude : 8 m, code météo : 97418110).

9.3 Décomposition ou sous-détail supplémentaire

Sans objet.

Article 10 REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

10.1 Règlement des comptes

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Les factures devront être établies et envoyées par mail à contact@reunion.aeroport.fr et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché et éventuellement des avenants ;
- Les prestations exécutées ;
- Le montant hors TVA des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations exécutées TVA incluse ;
- La date

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte la copie des factures émises par chaque sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation

dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA sauf en cas d'autoliquidation.
Le dispositif d'autoliquidation est défini dans la déclaration de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement.

De plus, dans le cas de groupement, cette demande de paiement doit être visée par le mandataire du groupement.

10.2 Prix des travaux

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

10.3 Approvisionnements

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les dispositions suivantes s'appliquent.

Il n'est pas prévu d'acompte correspondant aux approvisionnements constitués en vue de travaux dans le cadre du présent marché.

10.4 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

1. Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles 3 et 4 ci-dessous.
2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2022.
Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

3. Choix des index de référence

L'index de référence l choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est :

Indice retenu = BT : Index Bâtiment respectivement au mois M0 d'établissement des prix du marché e au mois n d'exécution des prestations.

L'indice est publié :

- au Bulletin Officiel de l'INSEE ;
- au Moniteur des Travaux Publics et des Bâtiments.

L'index de référence est appliqué à tous les prix :

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont révisées avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n / I_0)$$

I₀ = Valeur de l'index du mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index du mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Clause de variation économique exceptionnelle :

En cas de variation exceptionnelle du coût des matières premières en raison de conditions économiques extérieures et indépendantes de la volonté du titulaire, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur, par mail ou via marchés sécurisés,
- Fournir les éléments de preuve (nationaux et internationaux) précis justifiant de l'impact de l'évolution de ces coûts sur les prix des produits du présent marché,
- Prouver que les augmentations de prix sont appliquées à l'ensemble de sa clientèle.

Si la proposition du titulaire ne lui paraît pas acceptable aux regards des prix du marché et des indices officiels (INSEE par exemple), l'acheteur peut refuser l'augmentation proposée et résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire.

L'annonce de hausse des tarifs devra être adressée à l'acheteur au minimum 1 mois avant sa mise en application pour validation (modalités identiques à celles d'une révision de prix classique – Voir ci-dessus). En cas d'accord, les nouveaux prix seront validés par voie d'avenant.

Une variation exceptionnelle étant par définition temporaire dans l'attente d'un retour des cours à un taux normal, l'avenant précisera une date de début et une date de fin de la hausse des tarifs.

Dans tous les cas, un avenant de révision de prix (initial ou complémentaire) suite à une variation exceptionnelle ne pourra pas être d'une durée supérieure à 2 mois.

Sans nouvelle information reçue par l'acheteur, par LRAR, au minimum 2 semaines avant la date de fin, il sera considéré que la hausse des tarifs n'est plus justifiée. Les prix applicables seront alors ceux d'avant la rédaction de l'avenant.

Dans le cadre de la reconduction de la révision exceptionnelle de ses tarifs, le titulaire fournira de nouveau les éléments de preuve mentionnés au début du présent article.

10.5 Rémunération en cas de tranches optionnelles

Sans objet dans le cadre du présent marché.

10.6 Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

10.7 Rémunération de sous-traitants payés directement

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 11 CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 12 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

12.1 Demandes de paiement mensuelles

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les dispositions suivantes s'appliquent :

12.1.1. Avant la fin de chaque mois, le titulaire soumet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte au format tableur, sur la base du DPGF (Décomposition des Prix Globale et forfaitaire) du marché et selon modèle fourni par le Maître d'œuvre au démarrage de l'opération.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations du marché. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, sans révision ni révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14 du présent CCAP s'appliquent. Lorsque des réductions ont été fixées par application du CCAG TRAVAUX, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

12.1.2. Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- Travaux et autres prestations du marché
- Remboursement de l'avance éventuellement perçue,
- Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant, au titre de l'article 26.4 du CCAG TRAVAUX.

LE VOYAGE COMMENCE ICI

12.1.3. Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Les prix unitaires sont facturés à raison des quantités constatées ou appréciées.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auxquels ils se rapportent n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage :

- des règles particulières décrites ci-dessous pour les prestations identifiées,
- de la décomposition de prix prévue à l'article 9.2 du CCAP si le Maître d'œuvre l'exige.

Les installations de chantier seront rémunérées comme suit :

- 80% à l'avancement du chantier,
- 20% repliement du matériel et remise en état des lieux.

Les dossiers d'exécution seront rémunérés comme suit :

- 50% à l'avancement des études,
- 50% après visa du maître d'œuvre sur l'ensemble des documents d'exécution.

Les dossiers des ouvrages exécutés ou de récolement, seront rémunérés comme suit :

- 50% à la remise du DOE complet,
- 50% après validation par le Maître d'œuvre.

12.1.4 Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

12.1.5 Le représentant de l'entité adjudicatrice peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

12.1.6 Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG TRAVAUX, dont il demande le remboursement
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

12.1.7 Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché. Le titulaire remettra sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre en réunion de chantier, ou, le cas échéant par tout moyen permettant de donner une date certaine.

12.1.8 Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire dans un délai de 15 jours à compter de sa réception. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

12.1.9 Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

12.2 Acomptes mensuels

12.2.1. Les acomptes seront issus de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est établi mensuellement par l'entrepreneur à partir de la décomposition de prix forfaitaire et du pourcentage d'avancement réel des travaux.

es demandes d'acompte sont transmises à la maîtrise d'œuvre, qui a la charge de les transmettre au maître d'ouvrage avec proposition éventuelle de pénalités.

12.2.2. Le maître d'œuvre contrôle l'acompte mensuel, le valide ou le corrige. Il notifie ensuite par

ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au représentant de l'entité adjudicatrice de régler les sommes qu'il admet dans le respect du délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant de l'entité adjudicatrice qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant de l'entité adjudicatrice règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de dépassement de délai de la demande de paiement mensuelle présentée par le titulaire.

12.2.3. Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

12.3 Demande de paiement finale

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit :

Ainsi qu'il en est fait expressément demande dans les pièces du marché, la demande paiement finale, pour être recevable par le maître d'ouvrage, sera accompagnée des bordereaux de suivi de déchets du chantier.

Commenté [MD11]: Faire valider si

Commenté [SL12R11]: Oui exact

12.4 Décompte général - Solde

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

12.5 Règlement en cas d'entrepreneurs groupés

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 13 DELAI DE PAIEMENT

13.1 Délai de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

13.2 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai maximum, la référence du taux des intérêts moratoires applicables est le taux d'intérêt légal de la Banque Centrale Européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir augmentés de 8 (huit) points.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points assortis de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le maître d'œuvre.

Article 14 REGLEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les dispositions suivantes sont prévues :

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Ces prestations peuvent donner lieu à une demande de prix nouveau.

L'Entrepreneur doit fournir autant de documents complémentaires (plans, plannings, plans de phasage, notes de calcul, etc.) que nécessaire, faisant référence à ces suppléments ou modifications, pour permettre leur approbation et leur validation. Les contraintes de délai seront stipulées par le Maître d'Œuvre selon l'urgence de ces adaptations, pour le bon déroulement des travaux.

Une fiche modificative est établie, suivant le modèle fourni par le Maître d'œuvre, précisant : la nature des modifications, leurs incidences sur le marché (coût, délai, qualité), le cas échéant la description des prix nouveaux, complété d'un plan éventuel et établi en 4 exemplaires signés par le Titulaire, visé par le Maître d'Œuvre et transmis pour validation au Maître d'Ouvrage, avant établissement d'un ordre de service d'exécution.

Les prix figurant sur les fiches modificatives ainsi contresignées sont réputés validés par le Titulaire et le Maître d'Ouvrage et permettent l'établissement des décomptes mensuels.

Les fiches modificatives sont numérotées et font l'objet d'une compilation permettant à intervalle régulier d'établir les avenants qui entérineront les modifications des pièces du marché à l'avancement.

Les prix nouveaux figurant aux fiches modificatives peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 15.1 du CCAG TRAVAUX. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Ces prix sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Article 15 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG TRAVAUX, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

Article 16 DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 17 CHANGEMENT DANS L' IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D' OUVRAGE

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 18 PERTES ET AVARIES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

CHAPITRE 3 DELAIS

Article 19 FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS

19.1 Délais d'exécution

Le délais d'exécution du marché est de **4 mois maximum** à compter de l'ordre de service de démarrage, hors congés annuels du BTP, dont une période de préparation de chantier et d'approvisionnement de 1 mois.

19.2 Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG TRAVAUX, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 24 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG TRAVAUX, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité	Durée
Pluie	100 mm	1 heure
	500 mm	24 heures
Vent	210 km/h	> 1 heure
Dépression / cyclone	Alerte rouge	Alerte rouge + 1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique Météo France Gillot Aéroport (altitude : 8 m, code météo : 97418110).

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG TRAVAUX, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG TRAVAUX.

19.3 Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles

Sans objet

19.4 Prolongation dans le cadre d'un ordre de réquisition

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 20 PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les dispositions suivantes sont prévues :

20.1 Pénalités pour retard d'exécution – Prime d'avance

Par dérogation à l'article 19 du C.C.A.G-Travaux :

LE VOYAGE COMMENCE ICI

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'ensemble des pénalités du présent article, sauf mention particulière, sont appliquées sans mise en demeure préalable : Sur simple constat du Maître d'œuvre pour les pénalités d'exécution,

- Sur simple constat du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage pour les pénalités générales autres que retard d'exécution,
- Sur simple constat du Maître d'œuvre pour les pénalités relatives au respect de l'environnement.

Par ailleurs, les différentes pénalités sont cumulables.

20.1.1 Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées, en cas de retard dans l'exécution des travaux, les pénalités pour retard sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les jours décomptés sont des jours calendaires.

A. Retard sur le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit une pénalité journalière forfaitaire de 500 €.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre du retard dans la date d'intervention prévue par le calendrier d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrages ou ensembles de prestations et sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable.

Commenté [MD13]: sl

Commenté [SL14R13]: Vu

B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit une pénalité journalière forfaitaire de 300 €.

C. Retard sur les délais partiels du calendrier d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit une pénalité de 1/1000ème du montant initial HT du marché par jour calendaire de retard avec un minimum de 300 €.

D. Retard dans la levée des réserves assorties à la réception

Le titulaire subit une pénalité de 1/3000ème du montant initial HT du marché par jour calendaire de retard jusqu'à leur achèvement avec un minimum de 150 €.

Cumul des pénalités de retard

Les pénalités relatives au délai global et aux délais partiels sont cumulables et non plafonnées. Les pénalités relatives aux délais partiels pourront être remises par décision du maître d'ouvrage si le titulaire réalise l'ensemble des prestations à l'intérieur du délai global d'exécution, et pour autant que les retards sur les délais partiels n'aient pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage ni causé de préjudice financier au maître d'ouvrage.

20.1.2 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

En cas de non remise des PPSPS, le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cent (200) Euros H.T. par jour calendaire.

Commenté [MD15]: SL

En cas de non-respect des dispositions prises dans les PPSPS, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cent (500) Euros H.T. par jour calendaire, sur simple constat du Maître d'œuvre ou du CSPS.

Commenté [SL16R15]: OK

Documents fournis après exécution

En cas de non remise des documents nécessaires à l'établissement du dossier des ouvrages exécutés ou du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à cinq cent (500) Euros H.T. par jour calendaire.

Rendez-vous de chantier (ou autres réunions)

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre.

En cas d'absence d'une personne convoquée à une réunion de chantier (ou autres réunions visées à l'article 2.9 du présent document), le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cent (200) Euros H.T. par

Le titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux ouvrages existants au cours de l'exécution des travaux.

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par ses soins et à ses frais, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG TRAVAUX, dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le Maître d'Ouvrage pourra les faire réaliser immédiatement aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure.

De plus, une pénalité égale à 10 % du coût des réparations sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût des réparations, la pénalité maximum étant automatiquement appliquée dans le cas visé ci-dessus en cas de défection du titulaire.

Le titulaire restera responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées.

Pénalité pour salissure des voiries

En cas de salissures des voiries et des accès à la zone de travaux, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entreprise une injonction immédiate de nettoyage en fixant un délai (un jour maximum) qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai constaté et notifié par le Maître d'Ouvrage, donnera lieu à une pénalité de cent cinquante (150) Euros H.T. par heure et en cas d'urgence, à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

Autres pénalités diverses

En cas de non-exécution manifeste d'un ordre de service (retard, défaut de moyen, solution inappropriée...), le titulaire encourt, après constat, une pénalité journalière calendaire, fixée à :

- trois cent (300) Euros H.T., de 1 à 10 jours
- cinq cent (500) Euros H.T., au-delà de 10 jours

En cas de constatation par le maître d'œuvre d'un des événements suivants :

- entrave à la circulation,

Le titulaire encourt une pénalité fixée à trois cent (300) Euros H.T. par infraction constatée.

20.1.3 Pénalités relatives au respect de l'environnement

Pénalités pour non-respect des prescriptions Environnement

En cas de non observation des prescriptions mentionnées par le maître d'œuvre sur le sujet Environnement au compte rendu de chantier, le titulaire subira les pénalités suivantes :

- 1er cas – prescription à effet immédiat : son non-respect entraînera pour l'entrepreneur un arrêt de chantier à ses frais et torts exclusifs ainsi qu'une pénalité forfaitaire dont le montant est précisé ci-après.
- 2ème cas – prescription assortie d'un délai pour sa prise en compte : à l'échéance de ce délai, le non-respect de la prescription engendrera pour l'entrepreneur une pénalité forfaitaire suivie d'une pénalité journalière, dont les montants sont précisés ci-après, jusqu'au jour du respect de la prescription.

Les pénalités ci-dessous sont applicables sur simple constat du Maître d'œuvre :

Infraction	Pénalité forfaitaire immédiate	Pénalité forfaitaire assortie d'un délai	Pénalité journalière jusqu'à réparation
Abandon de déchets sur l'aire de chantier		500 €	

Nettoyage du matériel dans la zone de chantier et/ ou les sanitaires	500€		
---	------	--	--

Infraction	Pénalité forfaitaire immédiate	Pénalité forfaitaire assortie d'un délai	Pénalité journalière jusqu'à réparation
Non-respect des consignes sur les nuisances sonores suite demande du MOE	500€		
Non-respect des heures d'activité du chantier	100/heure d'infraction		
Retard de repliement et de remise en état des lieux	300 € / jour d'infraction		
Manquements à la signalétique et sécurité balisage zone de travaux	300 €		
Stationnement VL ou stockage de matériel en dehors des zones	500 € / véhicules		
Défaut d'information du maître d'ouvrage / maître d'œuvre	200 €		
Défaut de fourniture des bons de transport, d'enlèvement, de mise en décharge...		200 €	100 €
Vidange sauvage effectuée directement sur le sol	2 000 € / par constat		

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Les frais éventuels de décontamination, de remise en état ou d'indemnisation des tiers sont à la charge du titulaire du marché.

Gestion des déchets de chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets de chantier (récupération, tri, brûlage,...), l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (100) Euros H.T. Par infraction constatée et par jour.

En cas de défaut d'utilisations des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (500) Euros H.T. par infraction constatée.

20.2 Comptabilisation des samedis, dimanches et jours fériés ou chômés

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

20.3 Plafonnement / Exonération

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG TRAVAUX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000€ HT pour l'ensemble du marché.

20.4 Retenues provisoires pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution

Les retenues provisoires pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont payées après la remise complète des documents et leur validation par le Maître d'œuvre.

20.5 Cas d'entrepreneurs groupés

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

CHAPITRE 4 REALISATION DES OUVRAGES

Article 21 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

Article 22 LIEUX D' EXTRACTION OU D' EMPRUNT DES MATERIAUX

Sans objet

Article 23 QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS - APPLICATION DES NORMES

23.1 Application des normes

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est égale ou antérieure à la date de remise des offres, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

23.2 Normes françaises non issues de normes européennes

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

23.3 Matériaux, produits ou composants de qualité différente de celle fixée par le marché

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

23.4 Support de données et autres fournitures nécessaires au bon fonctionnement des matériels

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 24 VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET EPREUVES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 25 VERIFICATION QUANTITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS- ESSAIS ET EPREUVES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 26 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L' OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 27 PLAN D' IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES

Sans objet

Article 28 PREPARATION DES TRAVAUX

28.1 Période de préparation

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit.

Une période de préparation est prévue incluse dans le délai d'exécution (article 19.1).

Les dispositions préparatoires et documents nécessaires devant être établis durant cette période de préparation sont précisés au CCTP.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

28.2 Programme d' exécution - Calendrier d' exécution

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

28.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit.

Il remet son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de l'OS émis.

28.4 Gestion de la qualité

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

28.5 Registre de chantier

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 29 ETUDES D' EXECUTION

29.1 Documents fournis par le titulaire

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit.

Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise.

Le CCTP précise le contenu et les modalités de remise des documents d'exécution.

29.2 Documents fournis par le maître d'œuvre

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 30 MODIFICATIONS APORTEES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 31 INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

31.1 Installations de chantier

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit.

Le détail des installations de chantier à la charge du présent marché est précisé au CCTP.

31.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

31.3 Autorisations administratives

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

31.4 Sécurité et hygiène du chantier

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

31.5 Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit.

Le titulaire assurera la délivrance de badge pour les personnes amenées à intervenir dans son périmètre : cotraitants, sous-traitants...

31.6 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

31.7 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

31.8 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent et sont complétées comme suit.

Les dispositions particulières de réduction des nuisances sont précisées aux CCTP et CHARTE

31.9 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet

31.10 Démolition de constructions

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

31.11 Emploi des explosifs

Sans objet

31.12 Cas des travaux allotis

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 32 ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE

Sans objet

Article 33 MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 34 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 35 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 36 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

36.1 Principes généraux

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

36.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 37 ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 38 **ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES** Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 39 VICES DE CONSTRUCTION

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 40 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4 + Autocad.

CHAPITRE 5 RECEPTION ET GARANTIES

Article 41 RECEPTION

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 42 RECEPTIONS PARTIELLES

Sans objet

Article 43 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D' OUVRAGES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 44 GARANTIES CONTRACTUELLES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX (article 44) s'appliquent.

CHAPITRE 6 RESILIATION DU MARCHE - INTERRUPTION DES TRAVAUX

Article 45 PRINCIPES GENERAUX

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 46 CAS DE RESILIATION DU MARCHE

46.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

46.2 Résiliation du fait du représentant de l'entité adjudicatrice ou de son mandataire

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

46.3 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

46.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnisation doit couvrir l'intégralité du dommage subi par le titulaire du marché, à condition qu'il puisse en justifier le montant et que cela n'aboutisse pas à un enrichissement indu.

Article 47. OPERATIONS DE LIQUIDATION

47.1 Modalités d'exécution

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

47.2 Décompte de liquidation

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Article 48 MESURES COERCITIVES

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint :

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG Travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- *de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché*
- *de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire*
- *de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité*

Article 49 AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

49.1 Ajournement des travaux

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

49.2 Interruption des travaux

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

CHAPITRE 7 DIFFERENDS ET LITIGES

Article 50 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

50.1 Mémoire en réclamation

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

50.2 Règlement des différends

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

50.3 Procédure contentieuse

Par dérogation aux dispositions des articles 12.4.2, 55.3.1 et 55.3.2 du CCAG TRAVAUX applicable aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent (TGI de Saint Denis REUNION).

50.4 Intervention d'un comité consultatif de règlement amiable

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

50.5 Recours à la conciliation ou à l'arbitrage

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

50.6 Règlement des différends et litiges en cas d'entrepreneurs groupés conjoints

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

CHAPITRE 8 CLAUSES SUPPLEMENTAIRES

Article 51 CLAUSE SOCIALE

Sans objet

Article 52 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

52.1 Cautionnement

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

52.1.1 Remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande :

Le titulaire peut fournir une garantie à première demande remplaçant l'application de la retenue de garantie. Il est autorisé à fournir une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

52.1.2 Restitution de la retenue de garantie et libération de la garantie :

La retenue de garantie sera restituée ou la garantie libérée dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire du contrat et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

52.2 Avance

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur au seuil fixé à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, étant précisé qu'en application des articles R2193-10 et R2193-18 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, l'assiette de l'avance est réduite des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles R2193-10 et R2193-18 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, à :

- **Pour les PME* lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois : 10%** du montant initial TTC du marché,

- ou
- **Pour les autres entreprises, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois : 5%** du montant initial TTC du marché,

- ou
- **Pour toutes les entreprises, lorsque la durée du marché est supérieure à 12 mois : 5%** de 12 fois le montant TTC du marché divisé par la durée du marché.

*PME telles qu'elles sont définies par la recommandation européenne 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.7 ci-dessus compté à partir de la notification du marché.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande, ou d'une caution personnelle et solidaire, à concurrence de 70 % du montant de l'avance.

Si cette garantie ou caution est constituée après la date génératrice du paiement de l'avance, le délai global de paiement est compté à partir de la date de dépôt de la garantie ou de la caution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire. Elle commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitant dépasse le seuil fixé à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance peut lui être versée.

Le titulaire transmet immédiatement au pouvoir adjudicateur la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de versement et de remboursement sont fixées par les articles R2193-18 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

52.3 Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Article 53 DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R-2193.1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

Article 54 POLITIQUE QUALITE – EVALUATION DES PRESTATIONS

La SA Aéroport de la Réunion Roland Garros, maître d'ouvrage, s'est engagée par sa démarche d'amélioration continue, en matière de qualité, d'environnement, d'énergie, à satisfaire pleinement et en toute transparence aux exigences des parties intéressées que sont ses clients, ses collaborateurs internes et autres partenaires.

La SA a mis en œuvre une démarche d'évaluation de ses fournisseurs qui a pour objectifs l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux usagers de la plateforme aéroportuaire.

Dans cette perspective, elle souhaite associer étroitement les parties intéressées aux divers processus en vigueur et notamment les fournisseurs au titre desquels le maître d'œuvre en charge de la réalisation de l'ouvrage objet du présent marché.

Le titulaire est donc informé que pendant la durée du contrat, la qualité des prestations dont il a la charge fera l'objet d'une ou plusieurs séquences d'évaluation qui auront pour objet de qualifier la qualité globale de ses interventions.

A l'occasion de chacune de ces séquences, qui pourront se dérouler en sa présence, le titulaire sera invité à prendre connaissance des conclusions y afférentes et à formuler des observations sur le contenu précis des conclusions du maître d'ouvrage en la matière. Le titulaire disposera d'un délai de 8 jours à compter de la transmission de la fiche de notation qui le concerne pour formuler lesdites observations et faire valoir ses propositions d'amélioration et/ou objections.

L'évaluation sera réalisée sur les items suivants :

- Respect du délai de réalisation
- Qualité de la prestation
- Relations
- Qualité administrative et commerciale

L'évaluation donnera lieu à la formulation d'un note sur 20 points qualifiant la prestation de très satisfaisante à insuffisante.

Dans le cas de prestations jugées insatisfaisantes (note attribuée inférieure à 10/20), le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de 1.000,00 € applicable sur le paiement de la situation suivante. Cette pénalité sera provisoire et ne pourra être annulée qu'à la condition d'une amélioration sensible des relations et conditions d'exécution de la prestation.

Article 55 DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)

Il appartient au titulaire de transmettre à l'entité adjudicatrice, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail,
- la liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

L'entité adjudicatrice procédera à la résiliation du marché si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, la SA ARRG met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com, qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification (s'il n'y est pas déjà inscrit) pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

La SA ARRG n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

« NB : Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur votre compte. »

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'entité adjudicatrice pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.



Article 56 EXECUTION DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES

Il est fait application de l'article 52 du CCAG.

Ainsi, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres des service, le représentant du maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché peut être décidée. La décision de poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage.

Afin d'assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire, il est procédé à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux. Le titulaire sera dûment convoqué par le maître d'ouvrage.

Dans le délai de 30 jours suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le maître d'ouvrage.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, les mesures prises sont à la charge de celui-ci.

Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un Marché avec un autre entrepreneur. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau Marché passé pour l'achèvement des travaux.

Le titulaire, dont les travaux font l'objet des stipulations ci-dessus, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'ouvrage et de ses représentants.

Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation, sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Article 57 RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITÉ ET DE NEUTRALITÉ

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même

temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.
Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

CHAPITRE 9 RECAPITULATIF DES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Article 58 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Numérotation article au CCAP	Intitulé	Dérogation au CCAG-TRAVAUX
3.1	Ordre de priorité	Article 4.1
10.3	Approvisionnements	Article 9.3
12.1	Demandes de paiement mensuelles	Article 11.1
12.2	Acomptes mensuels	Article 11.2
14	Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	Article 13
15	Augmentation du montant des travaux	Article 14.4.3
19.2	Délais d'exécution des travaux	Article 18.2.3
20.	Pénalités	Article 19
40.	Documents fournis après exécution	Article 40
46.3	Résiliation du marché aux torts du titulaire	Article 52.1
48	Mesures coercitives	Articles 52.7.2 et 52.7.3
50.3	Procédure contentieuse	Articles 12.4.2 et 55.3